

***Paltséva V.V***

*L'Université nationale «l'Académie juridique d'Odessa»,*

*professeur de la chaire des langues étrangères №2*

## **Les difficultés de la traduction des documents juridiques au sein de l'UE.**

Cet article expose les principaux problèmes liés à la difficulté de la traduction des documents juridiques au sein de l'Union européenne. Cette difficulté est liée à son tour aux différences au sein de la même famille juridique, à la terminologie juridique qui se diffère selon les ordres juridiques nationaux et les branches du droit. Par conséquent je voudrais donc mettre en relief quelques problèmes particuliers:

1. La complexité du droit
2. La complexité de la langue juridique comme LSP (languages for special purposes).
3. Les spécificités de la traduction juridiques au sein l'UE.
4. Les étapes de la traduction juridique.
5. Equivalence formelle et fonctionnelle.

### **1. La complexité du droit.**

La complexité du droit est due à la différence des systèmes juridiques:

-common law; droit continental; droit coutumier; droit musulman; bi juridisme.

Et à la différence des familles (droit continental):

droit napoléonien; droit austro-allemand; droit civiliste mixte; droit scandinave;

Chaque ordre juridique national diffère de l'autre. On trouve les différences au sein du même ordre juridique national selon le domaine du droit et selon les branches du droit (droit civil, droit fiscal, droit pénal, droit social, etc.). La terminologie diffère selon les systèmes, les familles et les ordres juridiques nationaux.

## **2. La complexité de la langue juridique comme LSP**

### **Languages for special purposes (LSP) – langues spécialisées**

La langue juridique est une langue à usage particulier (LSP) c'est-à-dire est un système des moyens linguistiques qui décrivent tout domaine de connaissance ou d'activité utilisé par les spécialistes d'un domaine particulier de la connaissance dans la communication professionnelle. La langue juridique a un haut degré de détermination et d'interaction culturelle, historique et socio-politique. La difficulté particulière consiste à l'usage des catégories abstraites.

Lors de la traduction des textes juridiques, on attache une grande importance à la définition de la fonction du texte de départ (TD) et son équivalence communicative au texte d'arrivée (TA). Déterminant les fonctions des textes juridiques, la chercheuse croate S. Sarchevich distingue trois types de traduction juridique:

- 1) traduction des textes principalement prescriptifs: lois, règlements, codes, traités;
- 2) traduction des textes descriptifs: instruments juridiques qui régissent les actions judiciaires et administratives, et décisions judiciaires;
- 3) traduction des textes purement descriptifs: commentaires, articles scientifiques, littérature scientifique spécialisée. [1, p. 21].

## **3. Les spécificités de la traduction juridique au sein de l'UE**

-Union Européenne: multilinguisme et divers systèmes juridiques;

-Le droit européen: système juridique autonome et supranational avec sa propre terminologie et son concept juridique;

- Indépendance et interconnexion simultanée avec les systèmes nationaux: styles, concepts et expressions empruntés à d'autres systèmes nationaux et juridiques et au droit international, et transformés conformément aux caractéristiques nationales autonomes. Cela pose un problème: le droit de l'UE, "sui generis" c'est-à-dire un état juridique unique en l'absence de lingua franca.

-Compromis et négociation entre les représentants de différentes cultures juridiques;

#### **4. Les étapes de la traduction juridique.**

1. Un mot d'une langue courante, terme technique ou juridique?

- un terme purement juridique (cassation, inquisitoire, liciter, ester, créancier, débiteur);

- un terme de double appartenance - juridique et langage courant (intérêt à agir);

- le sens modifié du mot couramment utilisé (siège-magistrat de siège; parquet-magistrat du parquet);

- faux amis de l'interprète (grosse-copie de la décision judiciaire; minute-l'original d'un document émanant d'une juridiction ou d'un officier public;

2. Identifier la branche juridique concernée et le domaine concerné;

3. Identifier la signification exacte et le concept juridique du terme en question dans le droit européen;

4. Analyser et harmoniser conformément à la législation nationale;

#### **5. Equivalence formelle et fonctionnelle.**

1. Equivalence formelle:

-s'exprimer d'une façon simple;

-privilégier la clarté plutôt que beauté du style;

- éviter les synonymes, tournures de phrase différentes pour une même idée;
- respecter le style du texte de départ;

## 2. Equivalence fonctionnelle:

a) une langue - plusieurs systèmes juridiques: allemand: DE, A, BE, LU; anglais: Royaume-Uni, Irlande et Malte; English: BE, FR, LU; néerlandais: BE, NL;

b) un système juridique - plusieurs termes désignent un concept: mariage de complaisance, mariage simulé, mariage blanc- *mariage fictif*;

terme désuet dans un pays et utilisé dans un autre: *inculpé*- utilisé au Luxembourg et en Belgique;

c) l'absence de l'équivalence fonctionnelle: termes intraduisibles : *avoué*-avant le 1 janvier 2012 c'était un juriste ,officier ministériel et un auxiliaire de justice chargé de la représentation des parties auprès des cours d'appel ; dans les pays de common law *barrister*( avocat plaissant) et *solicitor*( qui représente et conseille ses clients, et postule pour leur compte) .

## *Références:*

1.Susan Sarcevic ,New Approach to Legal Translation ;1997.

2. Voir Jean-Claude Gémard, « *La traduction juridique et son enseignement* », *Meta*, 1979.

3.Emmanuel Didier, *Langues et langages du droit*, 1990.

4.Danica Seleskovitch et Marianne Lederer, *Interpréter pour traduire*, 1986.

5.Voir David Mellinkoff, *The Language of the Law*, Boston, Little, Brown and Company 1963.